



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens:

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

Au premier trimestre de 2008, l'activité économique a augmenté de 0,4 p.c. Grâce à une croissance encore soutenue au quatrième trimestre, l'activité économique a progressé de 2,8 p.c. sur l'ensemble de l'année 2007.

Ce mercredi 30 avril 2008, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de l'année 2008. Simultanément, l'ICN publie également les comptes du [quatrième trimestre](#) et de l'ensemble de l'[année 2007](#).

1. Estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de 2008

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance économique a encore ralenti **au premier trimestre de l'année 2008**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, la croissance poursuit son tassement (2,1 p.c., contre 2,4 p.c. au quatrième trimestre de 2007).

2. Comptes du quatrième trimestre de 2007

La croissance économique a diminué, tout en restant positive, **au quatrième trimestre de l'année 2007** : en volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat confirme le ralentissement de la croissance observé depuis le début de l'année, celle-ci s'inscrivant à 2,4 p.c., contre 2,8 p.c. au troisième trimestre de 2007.

La progression de la valeur ajoutée s'est tassée dans les services (0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre 0,7 p.c. au troisième trimestre de 2007). Dans la construction, elle est restée stable à 0,2 p.c., tandis qu'elle s'est redressée dans l'industrie (0,7 p.c. contre 0,3 p.c. un trimestre plus tôt).

L'activité économique a trouvé son origine dans la demande intérieure, en particulier la formation de capital fixe des entreprises, qui progresse de 3 p.c. par rapport au trimestre précédent. Les ménages ont encore accru leurs investissements en logements (en croissance de 0,4 p.c. par rapport au troisième trimestre), tandis que leurs dépenses de consommation privée ont été pratiquement stables (0,1 p.c.). La demande extérieure est en revanche en retrait, les exportations de biens et services diminuant de 0,6 p.c.

Au quatrième trimestre de 2007, le nombre de travailleurs s'est accru de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, l'augmentation de l'emploi a atteint 1,8 p.c., soit plus de 78 000 personnes.

Comme c'est traditionnellement le cas au quatrième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un solde de financement positif, qui a atteint 5,2 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en baisse de plus de 1,5 milliards par rapport au résultat de la même période de l'année 2006. Ce résultat est principalement imputable à la disparition de facteurs non récurrents qui avaient affecté favorablement le solde de financement du dernier trimestre de l'année 2006 (opérations de titrisation, accélération une fois pour toute du rythme de perception des enrôlements de l'impôt des sociétés, ventes de bâtiments et de terrains).

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2007

Sur l'ensemble de l'année 2007, la croissance en volume du produit intérieur brut (PIB), corrigée des effets de calendrier, a atteint 2,8 p.c.

Toutes les branches d'activité ont apporté une contribution positive significative à la croissance économique en 2007.

Quoiqu'en retrait par rapport aux évolutions observées en 2006, la construction a été la branche la plus dynamique en 2007, avec une progression de 3,9 p.c., et l'industrie a conservé une bonne vigueur (2,5 p.c.). La croissance de la valeur ajoutée dans les services s'est, elle, accélérée (2,8 p.c., contre 2,5 p.c. l'année précédente).

La croissance économique observée en 2007 a reposé sur toutes les composantes de la demande, qu'il s'agisse de la demande intérieure (consommation privée, consommation publique, investissements, variation des stocks) ou extérieure (exportations).

En ce qui concerne les dépenses intérieures, l'année 2007 a été marquée par la croissance de la formation brute de capital fixe des entreprises (6,1 p.c. en termes réels). Le renouvellement et l'extension du capital ont été encouragés par la forte augmentation de la production, tant dans l'industrie que dans les services.

Les particuliers ont à nouveau augmenté (5,3 p.c.) leurs dépenses d'investissement en construction et rénovation de logements, et ils ont également accru de façon substantielle leurs dépenses de consommation finale (2,4 p.c.).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont, pour leur part, renoué avec la croissance en 2007, à hauteur de 2,1 p.c.

Sur l'ensemble de l'année 2007, le volume des exportations de biens et services a progressé de 3,8 p.c., plus rapidement que l'année précédente (2,6 p.c.). Etant donné leur haute teneur en produits importés, l'évolution des exportations s'est répercutée sur les importations de biens et services. La progression de ces dernières a en outre été renforcée par la vigueur de la demande intérieure en général et des investissements des entreprises en particulier. La croissance des importations, 4,6 p.c., a dès lors été supérieure à celle des exportations, entraînant une contribution négative du solde extérieur à la croissance du PIB (0,6 point de pourcentage).

Reflétant avec un délai de deux à trois trimestres les évolutions de l'activité économique, le marché du travail a également connu une croissance appréciable tout au long de l'année 2007. Au total, l'emploi a augmenté de près de 73 000 personnes en 2007, après s'être accru de quelque 53 000 unités en 2006.

Selon les derniers calculs de l'ICN, le solde de financement des administrations publiques établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs a présenté un déficit de 0,2 p.c. du PIB en 2007, alors qu'en 2006, il était en surplus de 0,3 p.c. du PIB¹.

¹ Pour un commentaire plus détaillé des données des administrations publiques pour l'année 2007, se référer au communiqué de presse du 31 mars 2008.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2005 I	1,8	0,0
II	1,7	0,9
III	1,8	0,9
IV	2,8	1,0
2006 I	3,1	0,4
II	2,9	0,7
III	2,9	0,9
IV	2,8	0,9
2007 I	3,2	0,7
II	3,0	0,5
III	2,8	0,7
IV	2,4	0,5
2008 I	2,1	0,4

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT*(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

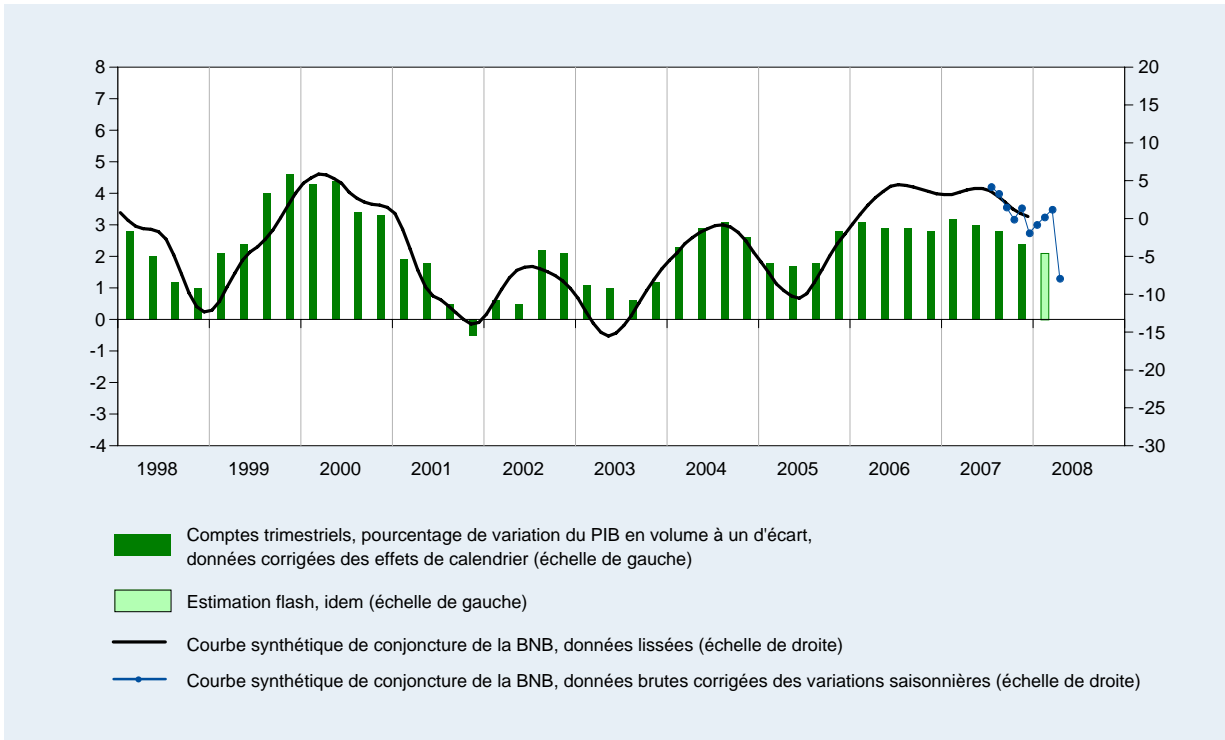
	2006				2007			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,7	1,8	1,5	1,0	0,1	0,2	0,3	0,7
Construction	2,2	2,5	2,2	1,0	0,9	0,4	0,2	0,2
Services	0,1	0,6	0,6	0,8	0,7	0,6	0,7	0,5
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,7	0,4	0,5	0,1	1,0	0,8	0,6	0,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,1	0,1	0,2	0,4	0,8	0,6	0,6	0,6
Formation brute de capital fixe totale	2,1	1,5	0,8	-1,3	3,5	1,5	1,5	1,8
entreprises	0,8	1,8	0,5	3,3	-0,6	2,1	2,2	3,0
logements	1,5	1,8	2,7	1,9	1,0	0,9	0,5	0,4
administrations publiques (2)	13,8	-1,3	-2,8	-44,7	73,6	-1,6	-0,7	-3,4
Demande intérieure (hors stocks)	0,8	0,6	0,5	-0,1	1,5	0,9	0,8	0,6
Variations des stocks (3)	0,1	-0,5	0,4	0,8	-0,6	-0,2	0,4	0,7
Exportations de biens et services	-0,2	2,4	0,5	-0,4	1,1	1,8	1,8	-0,6
Importations de biens et services	0,0	1,5	0,7	-0,4	1,1	2,0	2,8	0,4
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,2	0,7	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,6	-0,8
3. Emploi								
Nombre de travailleurs	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

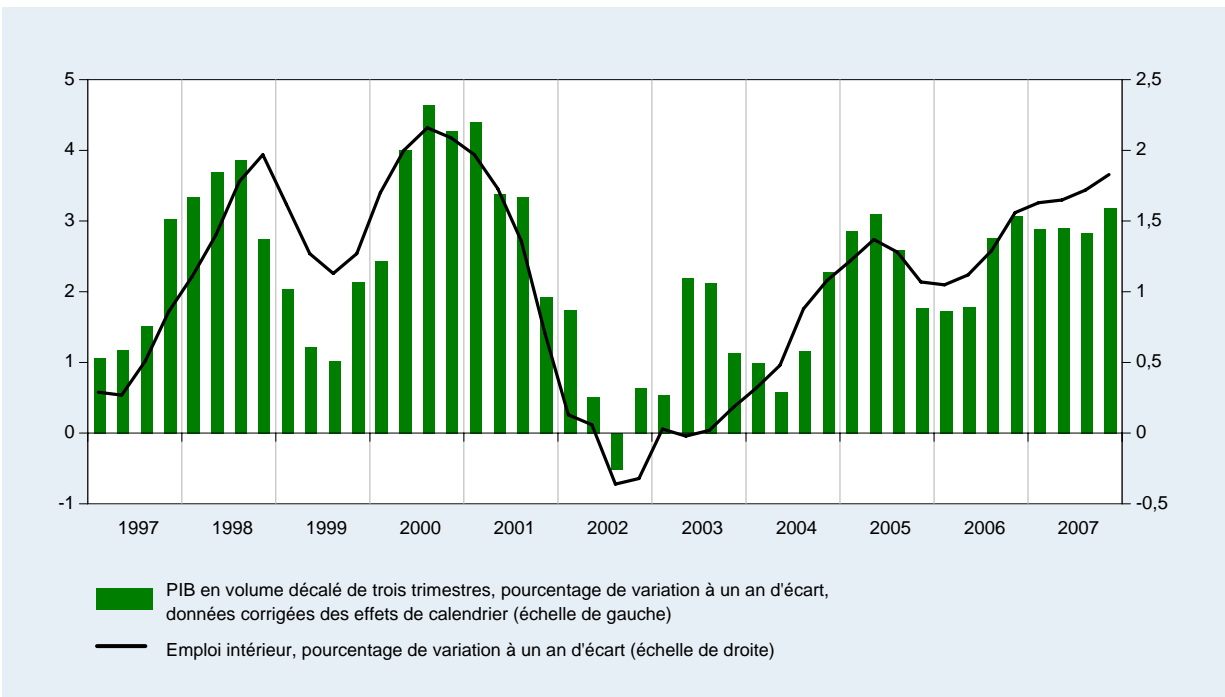
(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN

PIB et emploi



Source: ICN

AGRÉGATS ANNUELS**EVOLUTION DES AGRÉGATS ANNUELS***Pourcentages de variation en volume par rapport à l'année précédente, données corrigées des effets de calendrier*

	2005	2006	2007	<i>p.m. 2007 bruts (3)</i>
Produit intérieur brut	2,0	2,9	2,8	2,8
1. Valeur ajoutée				
Industrie	0,1	3,2	2,5	2,5
Construction	3,3	9,1	3,9	3,5
Services	2,5	2,5	2,8	2,8
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	1,4	2,2	2,4	2,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,2	0,0	2,1	2,1
Formation brute de capital fixe totale	6,7	4,2	5,7	5,9
entreprises	4,6	3,9	6,1	6,5
logements	10,1	7,4	5,3	5,3
administrations publiques	13,0	-3,2	3,5	3,5
Demande intérieure (hors stocks)	2,1	2,1	3,0	3,1
Variations des stocks (2)	0,0	1,1	0,3	0,3
Exportations de biens et services	4,1	2,6	3,8	3,8
Importations de biens et services	4,7	2,8	4,6	4,6
Exportations nettes de biens et services (2)	-0,2	-0,1	-0,6	-0,5
3. Emploi				
Nombre de travailleurs	1,2	1,2	1,7	1,7

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB

(3) Bruts : chiffres non corrigés des effets de calendrier